

## MIGRANTS IN COUNTRIES IN CRISIS

Supporting an Evidence-Based  
Approach for Effective and  
Cooperative State Action



# Rapport de consultation

Consultation régionale MICIC pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord  
La Valette, Malte, 14 et 15 mars 2016



« Cette publication a été produite avec l'aide de l'Union européenne.  
Le contenu de cette publication ne reflète pas nécessairement le point de vue de l'Union européenne. »



---

Rédigé par l'ICMPD

Centre International pour le Développement des Politiques Migratoires (ICMPD)

Gonzagagasse 1

A-1010 Vienne

Autriche

[www.icmpd.org](http://www.icmpd.org)

# Sommaire

Sommaire .....	3
1. Résumé analytique.....	4
2. Introduction.....	4
3. Phase pré-crise .....	5
3.1 Pratiques .....	6
3.2 Considérations, défis et leçons .....	9
4. Phase d'urgence .....	10
4.1 Pratiques .....	11
4.2 Considérations, défis et leçons .....	15
5. Phase post-crise.....	16
5.1 Pratiques .....	17
5.2 Considérations, défis et leçons .....	20
6. Sujets transversaux.....	21
7. Sujets à approfondir – Perspectives et conclusion .....	22
8. Annexes.....	23

# **1. Résumé analytique**

---

La cinquième consultation régionale de l'initiative MICIC (Migrants in Countries in Crisis), qui couvrait le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, s'est tenue à Malte les 14 et 15 mars 2016. Plus de 80 délégués y ont participé, parmi lesquels des représentants de pays d'origine, de transit et de destination, mais également des organisations internationales et régionales, de la société civile et du secteur privé.

Au cours des deux journées, les points de vue d'un large éventail de parties prenantes couvrant les pays d'origine, de transit et de destination ont été présentés. La consultation a offert aux délégués une opportunité d'échanger leurs bonnes pratiques et leurs connaissances sur les moyens de mieux aider et protéger les migrants pris dans des pays frappés par des catastrophes naturelles ou des conflits durant les phases pré-crise, urgence et post-crise.

Ce rapport détaille les pratiques, les considérations, les défis et les leçons apprises relatives aux phases spécifiques d'une crise, ainsi que les questions et les sujets transversaux à approfondir qui ont été mis en évidence lors de cette consultation régionale.

## **2. Introduction**

---

La cinquième consultation régionale de l'initiative MICIC (Migrants in Countries in Crisis) s'est tenue les 14 et 15 mars 2016 à Malte. Cette consultation couvrait le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, était organisée par le Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité nationale et le Ministère des Affaires étrangères de Malte, et était coprésidée par les Philippines et les États-Unis. Plus de quatre-vingts délégués représentant dix États du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, ainsi que d'autres parties prenantes essentielles, parmi lesquelles des organisations internationales et régionales, des organisations de la société civile, le secteur universitaire et le secteur privé y ont participé.

Suivant le format des consultations précédentes, les trois phases d'une crise ont été abordées : la phase pré-crise, la phase d'urgence et la phase post-crise. La consultation s'est attachée en particulier à aborder les risques de traite des êtres humains, à renforcer les compétences des acteurs locaux afin qu'ils puissent mieux répondre aux besoins des migrants, et à définir le rôle des fournisseurs de services financiers.

L'initiative MICIC, dirigée par des États, coprésidée par les Philippines et les États-Unis et lancée en 2013 suite au Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement des Nations Unies, vise à améliorer les capacités des gouvernements et des autres parties prenantes en termes de préparation, de réponse, de réduction de la souffrance et de protection de la dignité et des droits des migrants piégés dans des pays confrontés à des conflits ou à des catastrophes naturelles. L'objectif ultime de cette initiative est de produire un ensemble non contraignant et basé sur le volontariat de principes, de lignes directrices et de pratiques efficaces qui identifient les rôles et les responsabilités des États et des autres parties prenantes pour leur permettre de sauver des vies, d'améliorer la protection, de réduire la vulnérabilité et d'améliorer les réponses.

Le développement des principes, lignes directrices et pratiques efficaces va se baser sur les conclusions de six consultations régionales et de plusieurs autres consultations des parties prenantes. Les consultations régionales sont entièrement financées par l'Union européenne

dans le cadre d'un projet complémentaire intitulé « Migrants in Countries in Crisis: Supporting an Evidence-based Approach for Effective and Cooperative State Action » (Migrants dans les pays en crise : Soutenir une approche basée sur les faits pour une action efficace et concertée des États), mis en œuvre par le Centre International pour le Développement des Politiques Migratoires (ICMPD)<sup>1</sup>. Les consultations régionales cherchent à (1) améliorer la sensibilisation sur l'initiative MICIC et les sujets abordés ; (2) obtenir les points de vue des États et autres parties prenantes consultés sur la prise en charge de la protection et de l'aide aux migrants dans les pays confrontés à des crises, notamment en matière d'options politiques, de réponses opérationnelles et de pratiques efficaces (et sur la base des résultats de recherches, le cas échéant) ; et (3) générer un inventaire de lignes directrices et de pratiques qui serviront de matière pour la préparation des principes, lignes directrices et pratiques efficaces définitifs préconisés dans le cadre de l'initiative MICIC.

Ce rapport présente les principales conclusions issues de la Consultation régionale MICIC pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. La consultation régionale a été ponctuée par trois sessions en atelier ciblées sur les phases pré-crise, d'urgence et post-crise, qui ont permis aux participants de s'engager activement dans les discussions, ainsi que d'échanger leurs expériences, leurs inquiétudes et leurs suggestions. Le rapport est organisé en fonction de ces trois phases, et présente également des sujets transversaux et des recommandations sur la marche à suivre suggérée lors de la consultation régionale.

Ce rapport doit être lu en association avec le Document de référence général de l'initiative MICIC, ainsi qu'avec le Document de travail régional préparé pour cette consultation. L'agenda final de cette consultation régionale, ainsi que la liste des participants, sont fournis dans l'annexe jointe<sup>2</sup>.

### **3. Phase pré-crise**

---

Les interventions, pratiques et structures d'aide et de protection des migrants lors de la phase d'urgence des conflits et des catastrophes naturelles sont plus faciles à mettre en place en temps de paix, avant qu'une crise ne survienne, en intégrant et en impliquant les migrants dans la planification de la gestion de catastrophe et de crise. Le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030), adopté lors de la Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe, en mars 2015 à Sendai, souligne le besoin d'une approche holistique de la réduction des risques de catastrophe. Il suggère plus particulièrement d'inclure les migrants dans la conception et la mise en œuvre des politiques, plans et normes de réduction des risques de catastrophe.

Les principaux domaines abordés incluent les plans d'urgence consulaires, le renforcement des compétences des acteurs locaux afin de mieux traiter les besoins des migrants en temps de crise et le rôle des fournisseurs de services, en particulier de services financiers, l'importance d'inclure les sujets et les thèmes liés aux migrants dans les pays en crise dans les autres agendas, les cadres politiques, le développement des partenariats à tous les niveaux, ainsi que d'accords multilatéraux et bilatéraux sur la protection civile, et la protection consulaire.

Les pratiques, considérations, défis et leçons pour la phase pré-crise étudiés lors de la consultation sur deux jours sont énumérés ci-dessous.

---

<sup>1</sup> Plus d'informations sur [www.icmpd.org/MICIC](http://www.icmpd.org/MICIC)

<sup>2</sup> Ces documents, ainsi que les informations sur les consultations passées et à venir, et de façon plus générale sur l'Initiative MICIC, sont disponibles sur le site Web de l'Initiative MICIC : <http://micicinitiative.iom.int/>.

## 3.1 Pratiques

### Pays d'origine

- **Amélioration de la prise de contact consulaire avec les ressortissants à l'étranger.** Les systèmes de relais utilisent les ressortissants à l'étranger pour diffuser des informations aux autres ressortissants à l'étranger, notamment par le biais de réseaux préétablis. Cela peut se faire via des systèmes de relais qui diffusent les informations par l'intermédiaire de leaders communautaires aux autres ressortissants à l'étranger. Dans ce cas, ces leaders se voient demander de prendre en charge un certain nombre de personnes, notamment pour les informer en cas de situations de crise et leur transmettre des informations associées, y compris des plans d'urgence. Un système de relais bien organisé et efficace peut s'avérer essentiel pour qu'un poste consulaire puisse assurer la protection de ses ressortissants à l'étranger en temps de crise. Aux États-Unis, le Chef de section consulaire est responsable de la gestion du système de relais du poste, à savoir de l'organisation de tests périodiques, de la mise à jour des informations de contact des relais et du recrutement de relais afin de garantir une couverture adéquate de la circonscription consulaire, ou encore des réunions et/ou des conférences périodiques avec les relais. Les relais aident les sections consulaires pour la préparation aux catastrophes en alertant les citoyens américains des situations d'urgence et en faisant passer les informations du poste consulaire ou du ministère. Dans un souci de confidentialité, ils doivent signer un protocole d'entente qui les engage à protéger les noms et autres identifiants des citoyens américains à prévenir en cas d'urgence.
- **Amélioration de la coopération bilatérale avec les pays de destination.** Améliorer la coopération bilatérale avec les pays de destination, y compris les pays voisins, par le biais d'accords et de mémorandums d'entente. Les accords et les mémorandums d'entente sont utiles pour régler l'échange de données sur les migrants au niveau bilatéral et pour bâtir des relations avec les contreparties et les institutions responsables. Ils s'avèrent particulièrement pratiques pour les pays qui ne disposent pas de consulats ou d'ambassades dans le monde entier.
- **Amélioration de la coopération entre les gouvernements.** Le processus consultatif régional peut aider à renforcer la coopération multilatérale et à développer les mécanismes de coopération préétablis. Les leçons apprises dans le cas d'évacuations conjointes de citoyens européens, américains, canadiens, australiens et des pays du Golfe lors de la crise libanaise en 2006 mettent en évidence le besoin d'accords et de procédures de coopération. Si les évacuations ont été menées avec un succès relatif, il est clair que des accords et des procédures de coopération préétablis auraient grandement contribué à éviter un grand nombre des retards et inefficacités rencontrés.
- **Renforcement de la coopération régionale en matière de préparation aux crises.** La coordination régionale est essentielle pour une résolution de crise efficace. Afin d'améliorer l'architecture régionale de gestion de crise, les procédures de fonctionnement standard et les compétences en matière d'alerte précoce et de réponse en cas de crise, une initiative conjointe de la Ligue des États arabes et de l'UE a mis en place une plateforme de gestion de crise qui fournit un système panarabe d'alerte précoce et de réponse en cas de crise facilitant des réponses rapides et efficaces aux catastrophes d'origine naturelle et humaine, couvrant les domaines de la prévention, de la résolution et du relèvement.
- **Planification d'urgence.** Mettre en place, tester et mettre à jour régulièrement les plans d'urgence pour gérer la protection et l'assistance des ressortissants à l'étranger en cas de crise. Vérifier que des plans d'urgence incluant des procédures pour la mise en place

d'une capacité consulaire de déploiement sont développés au niveau local avec l'engagement et l'adhésion de toutes les parties prenantes concernées (pays d'origine, de transit et de destination, fournisseurs de services, employeurs et migrants, etc.) et en coordination avec les acteurs des gouvernements centraux. Dans ce contexte, la réalisation d'exercices de crise afin de tester l'efficacité des plans d'urgence est également essentielle. Aux Philippines, une procédure de fonctionnement standard impose à l'ensemble des ambassades et des consulats de formuler et d'actualiser régulièrement, tous les six mois, un plan d'urgence exhaustif en cas de crise qui se compose d'informations clés sur le pays, notamment un profil du pays, un profil politique et sécuritaire, une évaluation des risques, le climat politique et les éventuelles menaces à la stabilité, le profilage des données des Philippins dans le pays, notamment les informations de contact, la cartographie de la diaspora, l'organisation de la gestion de crise, les plans de déplacement, les plans de relogement et d'évacuation, les points de sortie, les routes de sortie alternatives et la logistique.

- **Surveillance et actualisation régulière des plans d'urgence.** Des plans d'urgence actualisés sont essentiels pour permettre une réponse efficace et organisée en temps de crise. Pour démontrer les avantages d'une bonne planification et d'une bonne préparation, Malte a partagé son expérience qui l'a vu activer en une heure un centre de crise pour évacuer 180 ressortissants maltais et aider à l'évacuation de 30 000 migrants depuis 108 pays différents en douze jours lors de la crise en Libye en 2011.
- **Amélioration de la préparation grâce à la coordination entre les agences gouvernementales.** La résilience nationale peut être renforcée grâce à une coordination améliorée et à des efforts unifiés parmi les agences gouvernementales. Afin d'améliorer le niveau de coordination entre les institutions étatiques concernées et d'unifier leurs efforts, la Jordanie a créé un Centre national pour la sécurité et la gestion des crises. Le Centre œuvre au niveau national en appliquant un mécanisme de coopération interagences rationalisé entre les Ministères, le secteur privé et les ONG, y compris les agences d'aide humanitaire internationale.
- **Garantie de la mise à disposition des services consulaires en temps de crise.** Les recommandations pour l'amélioration des services consulaires incluaient la mise à disposition de systèmes d'enregistrement en ligne en 24 heures ; des moyens pour développer la prise de contact avec les ressortissants à l'étranger de façon créative ; le développement de structures consulaires coopératives qui facilitent l'accès aux services lorsqu'aucune représentation physique n'est disponible dans le pays en crise ; et la diffusion aux migrants d'informations sur les représentations diplomatiques et consulaires à leur disposition en temps de crise.

#### *Pays de destination*

- **Création de liens avec les organisations de la société civile en temps ordinaire afin de faciliter la coopération en temps de crise, en particulier au niveau local.** S'engager auprès des organisations de la société civile, travailler au renforcement de leurs compétences et les responsabiliser en temps ordinaire pour faciliter leur engagement dans les situations de crise. Il est également important de créer des réseaux et des partenariats entre les organisations de la société civile et les autorités locales, car elles comptent parmi les groupes les plus importants traitant directement avec les populations de migrants, et peuvent être les seules en mesure d'accéder aux migrants en temps de crise. Il est tout aussi conseillé de faciliter les liens et les partenariats entre les ONG locales et les autres ONG extérieures au pays en mesure de fournir des ressources et des meilleures pratiques.



- **Formation du personnel travaillant dans les services d'urgence.** Proposer des formations de sensibilisation aux différences culturelles pour le personnel de préparation et d'urgence traitant les besoins des migrants en temps de crise. En outre, les leçons apprises à Malte lors des évacuations de Libye ont mis en évidence que les fournisseurs de services d'urgence peuvent profiter d'une formation sur la gestion du stress et les soins personnels en cas d'urgence afin d'éviter le burnout dans des situations d'urgence prolongées.
- **Collecte et échange de données sur les migrants en tant que groupe.** Collecter des données actualisées sur les migrants via des réseaux et des groupes de diaspora locaux, ainsi que grâce à l'utilisation très avantageuse des réseaux sociaux. Ces données incluent des informations sur les profils des migrants (notamment le sexe, l'âge, le statut et le travail) et leurs coordonnées. Tout en respectant les lois relatives à la protection des données, des procédures rapides sont requises pour réglementer l'échange de données en temps de crise.
- **Inclusion des migrants dans la préparation à l'urgence et la planification d'urgence.** Tenir compte systématiquement des migrants dans la réduction des risques de catastrophe, la protection civile et les autres mesures de préparation afin de veiller à ce qu'ils ne soient pas exclus des services offerts aux ressortissants. Il peut s'avérer particulièrement utile de préparer des listes d'établissements dans lesquels les migrants pourraient être hébergés en cas de crise. Ce travail s'effectue plus facilement en étroite coopération avec les organisations de migrants, les autorités et les partenaires locaux, les églises et les associations d'employeurs.

#### *Pays de transit*

- **Création de plusieurs mécanismes de protection pour répondre aux besoins des différentes catégories de migrants.** Adopter des dispositions légales pour créer des mécanismes de protection qui peuvent répondre aux besoins de catégories et de profils variés de migrants en temps de crise, notamment les familles de migrants de différentes nationalités et les binationaux. Ces catégories doivent se baser sur des concepts et des définitions clairs.
- **Prise en compte des migrants dans la planification d'urgence.** Établir une pré-planification qui inclut l'afflux potentiel de migrants et devrait être préparée en coordination avec l'ensemble des ministères concernés et des migrants déjà présents dans le pays. Ce plan doit se baser sur les capacités des institutions, ainsi que sur les migrants eux-mêmes. En outre, les indicateurs de vulnérabilité concernant les vulnérabilités des migrants liées au sexe, à l'âge, à l'état de santé, ainsi que les vulnérabilités contextuelles doivent être inclus dans les plans d'urgence.

#### *Société civile*

- **Diffusion d'informations relatives à la gestion de crise.** Les organisations de migrants et les autres organisations de la société civile disposent de meilleurs réseaux et de meilleures connexions, et peuvent atteindre les migrants même dans les régions les plus éloignées pour les sensibiliser aux procédures et aux contacts d'urgence.
- **Renforcement des compétences des acteurs locaux pour mieux s'occuper des migrants en temps de crise.** Les acteurs locaux sont des acteurs essentiels qui peuvent permettre de bâtir de la confiance, d'améliorer la communication et de développer la prise de contact avec les migrants, en particulier ceux en situation irrégulière. À cet égard, le



Conseil danois pour les réfugiés a fourni des exemples de son programme de formation des formateurs pour les acteurs locaux libyens, en mettant en avant les moyens de renforcer les compétences des acteurs locaux afin d'améliorer leur capacité à fournir en temps de crise une assistance complémentaire à celle déjà offerte par les États, en particulier en termes d'accès aux migrants dans des endroits difficiles à atteindre.

- **Soutien de l'inclusion sociale et protection des droits des migrants.** Encourager l'inclusion sociale et protéger les droits des migrants en temps ordinaire dans le pays de destination afin de faciliter leur inclusion dans les plans de gestion de crise et de traiter les racines de la vulnérabilité lors des crises.

#### *Secteur privé*

- **Tenue de registres détaillés des lieux de travail des employés et partage de ces informations en temps de crise.** Les travailleurs migrants peuvent travailler dans des endroits isolés, comme des champs pétrolifères, qui sont durs à localiser et difficiles d'accès en temps de crise. Afin d'améliorer la préparation, les employeurs peuvent tenir à jour les registres et les cartes des employés et partager ces informations avec les fournisseurs de services d'urgence en temps de crise.
- **Garantie de l'accès des employés aux documents d'identification en cas d'urgence.** En temps de crise, les migrants ont besoin de pouvoir accéder immédiatement à leurs documents d'identification afin de pouvoir bénéficier de l'assistance et de l'évacuation.

#### *Communauté internationale*

- **Amélioration de la coopération régionale et internationale.** Améliorer la coopération au niveau régional et international, en particulier dans le domaine des statistiques sur les migrants ou pour créer une cartographie et des évaluations des risques dans le but final d'être en mesure d'aider efficacement les migrants piégés au cœur de conflits ou de catastrophes naturelles.

### **3.2 Considérations, défis et leçons**

- **Intégration des vulnérabilités spécifiques des migrants lors du développement de la réduction des risques de catastrophe, notamment pour la gestion des risques de catastrophe et les plans d'urgence.** Comme ils ne disposent pas du statut de citoyen, les migrants se caractérisent par des formes de vulnérabilité comme la connaissance limitée ou nulle des langues locales, des systèmes de transport, des routes d'évacuation ou encore des institutions et autorités nationales en charge de la réponse en cas de crise. C'est la raison pour laquelle les migrants nécessitent des mesures spécifiques, qui peuvent différer de l'assistance offerte aux citoyens en temps de crise. Les lacunes en termes de respect et de protection des droits des migrants, notamment des droits de la personne et du travail existant en temps ordinaire seront exacerbées en temps de crise. Les migrants qui se trouvent dans une situation financière difficile avant la crise risquent de ne pas être en mesure de payer leurs visas de sortie pour quitter le pays lorsqu'une crise survient.
- **Amélioration de l'accès des migrants aux services financiers.** Les discussions ont mis en évidence la complexité que représente la coordination de milliers de couloirs d'envoi de fonds du fait des réglementations différentes dans les divers pays d'origine et de destination, et les défis que présente l'amélioration de l'accès des migrants aux

services financiers. En temps de crise, ces défis sont amplifiés car les flux financiers peuvent être restreints à cause des mesures de sécurité accrues, et les migrants peuvent avoir perdu les documents d'identification nécessaires pour accéder à ce genre de services... Cela touche également la question récurrente et transversale du manque de documents d'identification et de la façon dont ce manque influe sur la vulnérabilité des migrants et sur leur accès à la protection et aux services en temps de crise.

- **Maintien de données actualisées sur les migrants.** Maintenir des données actualisées sur les migrants pour établir une image claire de la population migratoire dans le pays, en incluant à la fois les migrants réguliers et irréguliers et les profils de vulnérabilité, en particulier dans les régions propices aux crises. La région a des taux d'enregistrement globalement faibles, avec des systèmes basés le plus souvent sur le volontariat. Le maintien de données actualisées sur les migrants constitue un défi dans la région pour diverses raisons. Certains migrants s'en vont sans annuler leur enregistrement. Les migrants peuvent disposer des documents mais être quand même en situation irrégulière lorsque leurs documents migratoires ou autres ont expiré ou lorsqu'ils n'ont pas de documents non migratoires appropriés, tels que des permis de travail. Des efforts particuliers doivent être consentis pour collecter des données sur les enfants de migrants, qui ne sont pour la plupart pas enregistrés.
- **Renforcement des compétences et préparation des institutions publiques.** Renforcer les capacités nationales dans les domaines de la gestion de crise et de la gestion de la migration. Les capacités des autorités de protection civile doivent être renforcées en termes de sensibilisation du personnel aux différences culturelles, ainsi que de recrutement de personnel parlant couramment la langue des principaux groupes de migrants présents dans une localité donnée. Il est important de se rappeler qu'à partir de la moitié de l'année 2016, le projet MICIC, financé par l'UE, va apporter aux États un soutien en matière de renforcement des compétences personnalisé et basé sur la demande afin d'améliorer leur préparation à répondre aux besoins et aux vulnérabilités spécifiques des migrants dans les pays en crise.
- **Préparation consulaire et planification d'urgence.** Il est essentiel de mettre en place, de tester et d'actualiser régulièrement les plans d'urgence pour gérer la protection et l'assistance des ressortissants à l'étranger en cas de crise. La planification peut inclure des informations clés sur le pays, notamment un profil du pays, un profil politique et sécuritaire, une évaluation des risques, le climat politique et les éventuelles menaces à la stabilité, le profil de données des ressortissants dans le pays, y compris les informations de contact, la cartographie de la diaspora, l'organisation de la gestion de crise, la gestion intégrée des frontières, les plans de déplacement, les plans de relogement et d'évacuation, les points de sortie, les routes de sortie alternatives et la logistique.

## **4. Phase d'urgence**

---

Lors de la consultation, les discussions concernant la phase d'urgence ont porté sur trois sujets clés : (1) la coopération dans le domaine de la gestion des frontières en temps de crise ; (2) l'évacuation des migrants lors d'une crise ; et (3) l'assistance aux migrants vulnérables en temps de crise. Le rôle clé joué par les agences de gestion des frontières en temps de crise et l'importance d'avoir mis en place des procédures de coopération établies avec les pays voisins afin de garantir une réponse rapide et efficace sont des points qui ressortaient fortement de la discussion. Inspirés par les présentations d'experts lors des sessions plénières, les débats ont souligné l'importance de la préparation, notamment de l'augmentation de l'enregistrement des migrants et de la cartographie des risques liés aux emplacements des populations de migrants, afin d'être en mesure de répondre rapidement

et efficacement de manière coordonnée. Une fois encore, il a été répété que la priorité est de sauver des vies et de s'assurer que les migrants disposent d'un accès non discriminatoire à l'assistance et à la protection d'urgence, quel que soit leur statut. Par ailleurs, le besoin d'une coordination étroite entre les agences gouvernementales et les gouvernements des pays de la région, ainsi qu'avec les acteurs concernés, comme les organisations internationales et les associations de migrants a été présenté comme un facteur essentiel. L'importance de l'attention prêtée aux vulnérabilités et aux besoins particuliers des différents types de migrants et aux circonstances spécifiques auxquelles ils sont confrontés a émergé plusieurs fois au cours des discussions.

Vous trouverez ci-dessous la liste des pratiques, considérations, défis et leçons concernant la phase d'urgence qui ont été étudiés lors de la consultation sur deux jours.

## 4.1 Pratiques

### *Pays d'origine*

- **Mise en place d'une structure de surveillance et de coordination au niveau national.** Établir une structure nationale qui surveille la crise et assure la coordination de l'action entre les différents ministères et les différentes parties prenantes impliqués lors de la phase d'urgence. Pour traiter la question des migrants dans la crise encore en cours en Libye, le Secrétaire du Travail des Philippines a constitué en juin 2014 une Équipe de réponse rapide à la crise libyenne afin de surveiller le développement de la crise et d'être prêt à intervenir pour protéger ses citoyens, le cas échéant. En outre, à la lumière du nombre de travailleurs sud-coréens en Libye, la Ministère du Territoire, des Infrastructures et des Transports de Corée du Sud a instauré un groupe de travail pour gérer la crise et pour soutenir l'évacuation de ses travailleurs migrants en coopération avec les sociétés privées.
- **Garantie de l'identification des ressortissants.** Évaluer et vérifier l'identité des ressortissants, et en particulier de ceux qui ne possèdent pas les documents adéquats pour diverses raisons, comme la perte, la confiscation, la détérioration, etc. Lors de la crise en Libye, le Maroc a évacué tout son personnel diplomatique de Libye vers la Tunisie et a offert son assistance aux Marocains à partir de la frontière entre la Libye et la Tunisie. D'autres pays ont également signalé avoir offert leurs services consulaires à la frontière.
- **Engagement des ambassades et des consulats.** Engager les ambassades et les consulats à établir une relation forte avec leurs ressortissants dans le pays et les soutenir en incluant leur évacuation en cas de crise majeure dans le pays. Les efforts diplomatiques des ambassades égyptiennes à Beyrouth et Damas ont dispensé entre 3000 et 4000 Égyptiens qui étaient entrés au Liban de façon irrégulière lors de la crise libanaise de payer une amende de 1000 USD. Lors de la crise libanaise, ces deux ambassades ont également coordonné l'évacuation d'environ 14 000 personnes vers l'Égypte. En outre, un service d'assistance téléphonique et un « groupe de gestion de crise » ont été mis en place par ces ambassades.
- **Instauration d'une structure nationale de coordination d'urgence.** Instaurer une structure nationale de coordination d'urgence pouvant coordonner la réponse à la crise. En réponse à la crise en Libye, Le Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME) a créé une unité de crise rassemblant les représentants de plusieurs ministères.

- **Facilitation et coordination de l'évacuation et du départ des migrants.** Faciliter et coordonner les procédures d'évacuation et le départ des migrants entre les différentes parties prenantes impliquées dans le processus pour améliorer l'efficacité de l'utilisation des moyens de transport disponibles et éviter retards et encombrements. Lors de la crise libanaise, les efforts de coordination entre la Russie, la Moldavie et la Roumanie ont permis l'évacuation conjointe de 1400 Russes, 1100 Roumains, 400 Ukrainiens et 150 Moldaves. Suite à la crise au Yémen en 2015, la coordination entre la Jordanie et l'Arabie saoudite a permis l'évacuation des ressortissants jordaniens vers l'Arabie saoudite.
- **Déblocage de fonds d'urgence pour l'aide humanitaire.** Le déblocage rapide et opportun du financement est essentiel pour le fonctionnement et la réussite des opérations humanitaires pendant une crise. Lors de la crise en Libye, le Royaume-Uni a, par le biais du Département du Développement international (*Department for International Development*; *DFID*), fourni un financement au Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui apportait une aide humanitaire aux personnes affectées par le conflit en Libye, y compris les travailleurs migrants.

#### *Pays de destination*

- **Amélioration de la sensibilisation au risque de traite des êtres humains.** Les migrants, en particulier ceux qui n'ont pas de papiers et sont isolés, font des victimes faciles pour les trafiquants. Lors du conflit au Liban en 2006, le Ministère libanais de la Justice et Caritas Liban ont produit une brochure en trois langues (cingalais, amharique et tagalog) pour avertir les travailleurs domestiques contre les éventuels trafiquants. Ces brochures ont été distribuées aux travailleurs migrants aux frontières lorsqu'ils quittaient le Liban.
- **Mise en place d'une structure de coordination au niveau national.** Établir une structure nationale qui assure la coordination de l'action entre les différents ministères et les différentes parties prenantes impliqués lors de la phase d'urgence. Liban : le Haut Conseil chargé des secours (*Higher Relief Council - HRC*) était le principal organisme mis en place afin de coordonner les activités de crise lors de la guerre de 2006 au Liban. Grâce à cela, la coopération entre les ONG locales et internationales et les agences d'aide internationale, en termes de prestation de soins de santé, d'alimentation et de nutrition, d'eau et d'assainissement, de logistique, de protection, de refuge et de services communs, a été améliorée de façon significative.
- **Facilitation de la sortie.** Refuser les restrictions de sortie, notamment en offrant des visas de sortie gratuits. En 2013, le gouvernement syrien a facilité le départ de migrants philippins en annulant les frais de leurs visas de sortie, en partie grâce au lobbying du gouvernement des Philippines pour le compte de ses ressortissants. Liban : en 2006, le gouvernement a déclaré une amnistie pour tous les travailleurs migrants irréguliers, à condition qu'ils quittent le pays et qu'ils n'y reviennent pas pendant cinq ans ou moins. Cela a aidé les migrants irréguliers coincés aux frontières à quitter le pays, mais a également pu jouer un rôle dissuasif pendant la crise, du fait de la clause de non retour de cinq ans.

#### *Pays de transit*

- **Aide aux migrants pour leur permettre d'assurer leur sécurité et d'accéder à l'assistance et à la protection.** Aider les migrants pour leur permettre d'assurer leur

sécurité et d'accéder à l'assistance et à la protection grâce à différentes mesures, notamment : laisser les frontières ouvertes et fournir l'accès au territoire à tout le monde, sur une base non discriminatoire. Lors de la crise de 2011 en Libye, la Tunisie et l'Égypte ont laissé leurs frontières ouvertes, alors même que les deux pays subissaient au même moment des troubles intérieurs. Cela a été considéré comme un facteur important pour aider les migrants en fuite à se mettre en sécurité et répondre à leurs besoins humanitaires immédiats. Lors de la crise libanaise de 2006, la Syrie a également laissé ses frontières ouvertes, ce qui a également été mis en avant comme facteur positif pour l'assistance aux migrants.

- **Mise en œuvre de plans d'urgence en coopération avec l'ensemble des agences nationales et des communautés frontalières locales concernées, sous la direction d'un centre de commandement fort.** Une organisation rapide de la réponse de l'État par le biais de plusieurs ministères afin de mettre en œuvre les plans d'urgence le plus rapidement possible est essentielle. Les gardes-frontières jouent un rôle clé dans ce cadre. Il est important de leur donner des instructions claires concernant les statuts et l'accès non discriminatoire au territoire. Les réactions de la Tunisie et de l'Égypte suite à la crise libyenne de 2011 sont de bons exemples en ce sens. La situation a été débloquée dans les deux pays lorsque des centres de commandement forts ont été mis en place. Ces pays ont en outre fourni des réservoirs d'eau, l'accès aux écoles et le territoire nécessaire pour l'installation immédiate de camps, mais également facilité les évacuations de migrants par d'autres États ou acteurs.
- **Formation et renforcement des compétences des autorités aux frontières et des autres ministères concernés impliqués dans l'accueil des migrants.** La formation des autorités aux frontières et des autres ministères concernés est essentielle pour leur permettre d'être prêts à accueillir les migrants et conscients de leurs éventuelles vulnérabilités. Depuis 2012, les organismes en charge de la sécurité ont soutenu la Tunisie pour renforcer ses capacités, par exemple en organisant des cours de spécialisation à l'assistance personnelle afin de former les autorités aux frontières et les personnes travaillant aux frontières pour aider les personnes arrivant avec des besoins particuliers. Les agents sont formés par différentes organisations sur différents sujets. Le gouvernement tunisien adopte une approche en trois étapes pour traiter les migrants et les autres personnes arrivant à la frontière depuis la Libye : 1. accueillir la personne traversant la frontière, quelle que soit sa nationalité ; 2. en utilisant différents outils et en coopération avec l'ONU, les personnes sont réparties en fonction de leur nationalité et de l'absence de documents (réfugiés, ressortissants de pays tiers, etc.) ; 3. les Tunisiens, Libyens et autres ressortissants de retour disposant de documents valides peuvent traverser la frontière sans problème ; les autres ressortissants non tunisiens sans documents sont soutenus en coordination avec les représentants des ambassades des migrants et des organisations internationales présentes à la frontière.
- **Adaptation de l'assistance et de la protection.** Offrir une assistance et une protection adaptées aux besoins et aux vulnérabilités spécifiques des migrants en fonction de leur statut, de leur âge et d'autres vulnérabilités ou circonstances, etc.

#### *Secteur privé*

- **Facilitation et coordination de l'évacuation et du départ des migrants.** Dans le cas de la crise libanaise de 2006, les agences de placement libanaises ont contribué à l'évacuation des travailleurs migrants. Un grand nombre d'employeurs ont appelé ces agences soit pour les informer que leurs femmes de ménage avaient fui, soit pour demander de l'aide en vue de leur passage à l'ambassade et de leur évacuation ultérieure. Dans le cas de la crise libyenne, les compagnies pétrolières internationales étaient parmi les premières à évacuer leur personnel international. Eni, Wintershall, BP,



Royal Dutch Shell, Repsol, OMV et Statoil ont rapatrié leur personnel dès le 21 février 2011. Parmi les autres entreprises rapatriant leur personnel, on comptait la compagnie d'État polonaise PGNiG, la compagnie canadienne Suncor Energy, la compagnie arabe Nafoora, la compagnie d'État chinoise China National Petroleum Corporation, entre autres. Les compagnies sud-coréennes comme Hyundai Engineering & Construction Co. (Hyundai E&C) et Daewoo Engineering & Construction Co. (Daewoo E&C) ont également évacué leurs travailleurs migrants des régions les plus affectées par la guerre civile en Libye. Agences de recrutement : dans le contexte de la crise en Libye, plus de 100 migrants népalais ont été évacués, et leurs salaires compensés par leur agence de recrutement.

#### *Société civile*

- **Garantie d'assistance et facilitation du secours.** Les organisations de la société civile ont une meilleure compréhension des vulnérabilités des migrants et disposent d'un grand nombre d'outils déjà sur place. Elles ont un rôle à jouer non seulement pour offrir leur assistance, mais également pour aider à l'identification des migrants ayant besoin d'assistance et de protection, fournir des informations aux migrants et faciliter l'accès aux communautés de migrants. Lors de la crise libanaise de 2006, Caritas Liban et la Croix-Rouge ont joué un rôle particulièrement important pour faciliter le départ des migrants aux points de départ et d'accueil, y compris dans les régions de transit comme Chypre. Les ONG ont joué un rôle essentiel pour venir en aide aux personnes déplacées lors des crises au Liban et en Libye. Caritas Liban, la Croix-Rouge et la Zakat Foundation of America ont fourni hébergement, transport, nourriture et soins aux personnes déplacées. Médecins sans frontières a fourni des traitements médicaux gratuits aux personnes affectées par le conflit en Libye. En ce qui concerne la crise en cours au Yémen, le Conseil danois pour les réfugiés (*Danish Refugee Council - DRC*) enregistre les migrants nouvellement arrivés et leur fournit l'aide humanitaire nécessaire dans sept centres d'enregistrement et d'information au Yémen.
- **Augmentation de la capacité des acteurs locaux à répondre aux besoins des migrants en temps de crise.** Suite à l'explosion du conflit en 2014, tous les acteurs internationaux ont été obligés d'évacuer la Libye. Afin de continuer à renforcer les capacités des acteurs locaux, le Conseil danois pour les réfugiés a offert des programmes de formation différents organisés en Tunisie pour les ONG locales libyennes, ou des programmes de formation des formateurs qui ont pu être reproduits en Libye.

#### *Parties prenantes régionales*

- **Mise à disposition de l'aide humanitaire.** Lors de la crise libyenne, la Ligue des États arabes a été très active pour assurer immédiatement le secours et le soutien des personnes fuyant le pays, ainsi que des communautés locales. Une délégation de la Ligue des États arabes et de l'UNHCR a visité les frontières égypto-libyenne et tuniso-libyenne entre le 14 et le 24 avril 2011 afin d'évaluer la situation des migrants et des réfugiés des deux côtés de la frontière et d'étudier leurs besoins et les réponses des organisations humanitaires à ces besoins. Le travail de la mission incluait une série d'entretiens directs avec des migrants et des réfugiés, ainsi qu'avec le personnel de secours aux frontières et dans les camps de réfugiés. L'Organisation de la Conférence islamique (OCI) a été parmi les premiers acteurs à répondre aux besoins des personnes déplacées à la suite de la crise libyenne. Elle a produit des rapports de situation réguliers dès le début de la crise et lancé plusieurs appels à ses États membres afin d'aider à l'évacuation des personnes déplacées fuyant vers les pays voisins. Le 1<sup>er</sup> mars 2011, le Secrétaire général de l'OCI a appelé les États membres à aider le gouvernement tunisien en assurant le transport pour le retour des personnes déplacées vers leur pays d'origine. L'OCI a également organisé une mission d'enquête pour évaluer les conditions

humanitaires dans les régions frontalières affectées en Égypte et en Tunisie, qui a constitué une base pour les appels et les actions ultérieurs. En outre, l'OCI a coordonné des opérations d'évacuation concrètes et s'est impliquée dans la distribution des articles de secours dans les camps de réfugiés à la frontière tuniso-libyenne.

- **Sollicitation de solutions au niveau politique.** Le 23 février 2011, l'Union africaine a publié une feuille de route présentant les étapes requises pour mettre un terme à la crise libyenne. Celle-ci appelait à « la protection des ressortissants étrangers, y compris des travailleurs migrants africains vivant en Libye ». Du fait de l'escalade rapide du conflit en Libye et de l'intervention de l'OTAN, la feuille de route n'a pas été utilisée ; mais elle représente quand même un exemple important de la façon dont, dans le cas d'un conflit, l'Union africaine a inclus la protection des migrants et des non-ressortissants dans la liste des priorités pour résoudre le conflit.

#### *Communauté internationale*

- **Déploiement d'experts et biens et services de secours.** Déployer des équipes de personnel qualifié composées d'experts plurisectoriels dans les pays de transit et de destination pour soutenir les efforts nationaux.
- **Mise en commun des ressources et amélioration de la coopération.** Dès le début de la crise libyenne en mars 2011, l'OIM et l'UNHCR ont joint leurs forces pour coordonner les efforts d'évacuation et mettre en place une cellule d'évacuation humanitaire au niveau central. Cette relation de travail étroite a été encensée et désignée comme un modèle à suivre pour l'affectation des responsabilités lors d'une crise. Un des principaux objectifs était de « désencombrer les frontières pour éviter que la crise ne déborde sur les pays voisins ». La cellule est actuellement hébergée par l'OIM et est également en place pour traiter d'autres situations de crise.
- **Débloquer rapidement des fonds d'urgence pour l'aide humanitaire.** En 2012, suite aux leçons tirées de la crise libyenne, le Mécanisme de financement des situations d'urgence migratoires a été mis en place pour faciliter une réponse et une intervention rapides de l'OIM lors de situations de crises d'origine naturelle ou humaine. À la fin du mois de juin 2015, le Fonds central d'intervention d'urgence (*Central Emergency Response Fund - CERF*) de l'ONU a versé 8 millions de dollars US à l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour délivrer des médicaments vitaux. Ce déboursement fait partie d'une allocation plus importante de 25 millions de dollars US pour soutenir l'assistance vitale aux personnes affectées par la crise au Yémen, sans distinction liée au statut. Les autres types d'assistance financés par le CERF incluent le carburant, les fournitures d'urgence, l'eau propre, les services d'assainissement et les programmes de nutrition.

## **4.2 Considérations, défis et leçons**

- **Nécessité d'améliorer les systèmes d'identification des migrants.** En ce qui concerne la question de la gestion des frontières en temps de crise, les défis abordés portaient sur les moyens de satisfaire les besoins humanitaires et de garantir la sécurité des migrants fuyant les crises en gardant les frontières ouvertes, tout en préservant un équilibre entre ce besoin et les enjeux de sécurité.
- **Nécessité de prendre en compte les besoins spécifiques des migrants les plus vulnérables.** Les besoins spécifiques des migrants les plus vulnérables doivent être pris en compte même lors des interventions d'urgence, y compris ceux des enfants, qui peuvent être victimes de la traite ou de violence sexuelle. Pour cela, il est important d'être en mesure de comprendre ces vulnérabilités et d'identifier celles qui peuvent être traitées



immédiatement.

- **Nécessité de mener des opérations de lutte contre la traite dans les situations d'urgence et de sensibiliser les migrants à ce sujet.** Parmi les formes de traite signalées et affectant également les non syriens dans le pays, on compte l'exploitation sexuelle, l'esclavage et le mariage forcé. Il a été signalé que certains anciens travailleurs domestiques originaires d'Éthiopie, du Soudan et de Malaisie tentant de se rendre dans les pays du Conseil de coopération du Golfe sont capturés, font l'objet de la traite des personnes et sont envoyés en Syrie, où on les force à se prostituer.
- **Localisation des migrants irréguliers.** Les migrants irréguliers sont souvent invisibles. Les autorités de la protection civile ne savent pas où ils se trouvent réellement. Les autorités nationales et les agences de secours internationales devraient tirer parti des acteurs locaux, de la société civile et des organisations de diaspora, ainsi que des réseaux informels pour localiser, aider et protéger les migrants irréguliers.
- **Mise en œuvre de mécanismes de coopération plurisectoriels.** La coordination entre les pays dans la région et entre les organisations internationales et les agences de secours doit être améliorée, en particulier dans le domaine de l'évacuation. Les principes, les lignes directrices et les pratiques efficaces développés par l'Initiative MICIC s'avéreront utiles en ce sens. Il est également important d'analyser plus avant comment les initiatives régionales existantes peuvent mieux intégrer des mesures spécifiques afin d'assurer la protection et l'assistance des migrants piégés dans des pays touchés par des conflits ou des catastrophes et d'identifier des solutions durables pour eux.
- **Besoin d'une meilleure coordination avec les acteurs locaux lors de la phase d'urgence.** Les discussions au niveau mondial, régional et national dominent le débat. Les autorités locales, la société civile et les microstructures doivent également être prises en compte dans les outils et les politiques.
- **Besoin de traiter les questions de sécurité spécifiques à la région.** Étant donné que le champ d'action de l'Initiative MICIC implique de traiter des catastrophes naturelles et des conflits armés, cette consultation a souligné le défi consistant à atteindre un équilibre entre le besoin d'aider et de protéger les migrants en temps de crise et les inquiétudes liées aux menaces de sécurités croissantes et complexes dans la région.

## ***5. Phase post-crise***

---

Des efforts en vue de traiter les implications post-crise sont nécessaires pour réduire les impacts négatifs que peut avoir sur les migrants, leurs familles et leurs communautés d'origine et d'accueil le fait d'être piégés dans un pays confronté à un conflit ou à une catastrophe naturelle. La planification du retour et de la réintégration, ainsi que les autres besoins à long terme des migrants coincés dans des pays en crise sont des composants essentiels des plans de relèvement.

Lors de la phase post-crise, les défis concernent non seulement les migrants eux-mêmes, mais également les pays d'origine, de transit et de destination. Certains pays peuvent accueillir un grand nombre de rapatriés et ont besoin d'un soutien pour leur réintégration. Les retours en masse de migrants peuvent avoir un impact négatif au niveau de la communauté, en particulier si les autorités locales ne sont pas préparées ou pas capables d'aider les migrants en situation de retour.

La phase post-crise a été abordée lors de la conférence dans le cadre de trois thèmes : (1) gestion des risques de traite des êtres humains lors de la phase post-crise ; (2) mesures de réduction de l'impact socioéconomique des retours de migrants ; et (3) mesures pour soutenir la contribution des migrants au relèvement. Des recherches présentées lors de la consultation montrent que les formes de traite des êtres humains existantes peuvent être exacerbées et développées à travers de nouvelles routes et de nouveaux trafiquants en temps de crise. Sont ressortis des discussions le besoin de lutter contre la traite des êtres humains en traduisant la convention internationale en législation nationale et en appliquant celle-ci, ainsi que le besoin de traiter la vulnérabilité des migrants, y compris ceux qui ont été victimes de la traite et d'abus. Les participants ont mis l'accent sur l'importance de la reconnaissance des contributions positives des migrants au relèvement. Ils sont trop souvent perçus comme un fardeau dans le discours public ou politique. Les discussions ont particulièrement mis en avant le rôle des migrants en tant qu'acteurs et agents du changement, ainsi que l'importance d'encourager l'autonomisation économique des rapatriés pour réduire l'impact socioéconomique de leur retour.

Vous trouverez ci-dessous la liste des pratiques, considérations, défis et leçons concernant la phase post-crise qui ont été étudiés lors de la consultation sur deux jours.

## 5.1 Pratiques

### *Pays d'origine et de destination*

- **Enregistrement des migrants en situation de retour.** Les autorités locales et régionales du Tchad ont instauré des comités d'accueil pour les rapatriés de Libye et organisé l'enregistrement comme prélude aux autres activités. Le gouvernement a collaboré avec l'OIM au centre de transit pour enregistrer les rapatriés, mais ils ne sont pas tous restés dans la région. À la fin du mois d'avril 2015, le Haut Conseil chargé des secours (*High Relief Council -HRC*) libanais a lancé un projet en coopération avec l'OIM afin d'enregistrer les personnes rapatriées de Syrie et de leur créer un profil. Au cours de la première semaine, 3708 personnes ont été enregistrées dans huit centres répartis à travers le pays. La première phase d'enregistrement de ces rapatriés a montré qu'ils avaient besoin d'une assistance matérielle. La plupart avaient vécu en Syrie depuis des dizaines d'années et arrivaient avec très peu de biens.
- **Mise à disposition d'une assistance immédiate aux rapatriés.** Le gouvernement du Bangladesh a fourni aux rapatriés de Libye une aide financière ponctuelle de 50 000 taka (600 USD).
- **Adoption d'une approche holistique du retour.** La réintégration durable des travailleurs migrants est vitale pour augmenter les multiples avantages de la migration internationale et pour garantir l'utilisation appropriée de leurs envois de fonds, compétences et autres ressources. L'inclusion de la migration de retour comme partie d'une approche exhaustive de la gestion de la migration est cruciale à la fois pour les pays d'origine et de destination. Pour que la réintégration soit une réussite, trois éléments doivent être pris en compte : (a) les opportunités de devenir autonome ; (b) l'accès aux réseaux sociaux ; et (c) la santé psychosociale. Suite à l'expulsion de 163 018 migrants éthiopiens du royaume d'Arabie saoudite en 2013, l'OIT a conçu et met en œuvre, en collaboration avec le Ministère du Travail et des Affaires sociales, un projet appelé « Appui à la réintégration des rapatriés en Éthiopie ». Afin de traiter ces problèmes et de soutenir les rapatriés pour qu'ils puissent établir des moyens de subsistance décents et durables, ce programme holistique met l'accent sur le soutien psychosocial aux rapatriés, l'amélioration de la sensibilisation au niveau local, l'autonomisation économique et le renforcement de la capacité nationale

à gérer le retour et la réintégration.

- **Mise à disposition d'un soutien au retour et à la réintégration.** Le gouvernement du Sénégal a instauré, avec l'aide de l'OIM et d'autres agences, un comité national pour organiser l'accueil des travailleurs sénégalais rapatriés de Libye. Le gouvernement du Niger a publié une ordonnance de soutien à fournir aux rapatriés de Libye, sous la forme de distribution de nourriture, d'approvisionnement en graines, de distribution de bétail et de transfert d'argent.
- **Affectation du financement nécessaire pour soutenir la réintégration des rapatriés.** Lors de la crise en Libye, le gouvernement du Bangladesh a obtenu de la Banque mondiale un prêt de 40 millions de dollars US afin de rembourser à l'OIM ses dépenses pour le rapatriement de 10 000 migrants bangladais depuis la Libye. La majorité du prêt a été affectée pour fournir un soutien aux moyens de subsistance et une aide à la réintégration pour les rapatriés.
- **Reconnaissance et incitation à la contribution des migrants pour le relèvement.** Le Liban a fait part de différents exemples de contributions importantes de la diaspora au relèvement. Les diasporas libanaise et syrienne ont collaboré à la restauration du pays après la guerre en 2006. En Côte d'Ivoire, la diaspora libanaise a joué un rôle important après la crise de 2011 pour améliorer la situation humanitaire et soutenir la politique du gouvernement libanais visant à encourager le développement économique et l'investissement.
- **Encouragement de la contribution de la diaspora au relèvement.** Redéfinir l'approche et les relations avec la diaspora pour soutenir sa contribution au relèvement en termes de soutien aux migrants rapatriés et de prise en charge des impacts sur les pays d'origine. La contribution des migrants à l'économie et à la société tunisienne a une importance capitale. Les envois de fonds des Tunisiens vivant à l'étranger représentent 5 % du PIB, leur contribution a une importance cruciale pour faire rouler l'économie, en particulier à la lumière de la situation problématique du secteur touristique. La Tunisie a développé une stratégie nationale pour la migration, qui inclut différents aspects concernant la bonne gouvernance de la migration et l'engagement de la diaspora.

#### *Pays de transit*

- **Assistance aux migrants vulnérables :** des travailleurs domestiques migrants accompagnent les familles syriennes et ont été emmenés en Jordanie par leurs employeurs (surtout des femmes indonésiennes). Le gouvernement jordanien les a aidés à obtenir leurs documents et a également aidé à l'évacuation des femmes indonésiennes qui étaient toujours en Syrie au début de la crise.
- **Soutien des migrants évacués pour qu'ils rentrent dans leur pays d'origine :** la Jordanie a accepté 10 000 travailleurs migrants fuyant l'Irak après l'invasion ; plus de 200 000 personnes ont été évacuées et rapatriées dans leur pays d'origine avec l'aide de l'OIM et des organisations internationales (Égypte, Soudan, Inde, Sri Lanka et Philippines).
- **Intensification des mesures de lutte contre la traite.** Parmi les exemples de bonnes pratiques des gouvernements de la région dans ce domaine, on compte la ratification de la Convention de Palerme par l'Algérie et le Comité spécifique dédié à la lutte contre la traite des personnes en Jordanie. En outre, des recommandations importantes ont été présentées pour inclure des mesures de lutte contre la traite des personnes dans la planification d'urgence.

- **Traduction des conventions internationales en législations nationales pour lutter contre la traite des êtres humains.** Sans cadre juridique en place, la lutte contre la traite en s'attaquant aux trafiquants est impossible. Non seulement l'Algérie a ratifié la convention de Palerme et ses protocoles additionnels, mais elle les a également intégrés dans le système juridique. En 2009, la loi contre la traite des êtres humains a été introduite et un centre de protection des victimes de la traite a été créé ; un centre pour les travailleuses domestiques a également été créé récemment dans le pays.

#### Secteur privé

- **Envoi des salaires non versés.** Une des principales peurs des migrants lorsqu'ils quittent un pays parce qu'il est touché par une crise grave est de perdre leur travail, leurs économies et les éventuels salaires qui ne leur ont pas encore été versés. Une société chinoise implantée en Libye a envoyé les salaires non versés à ses employés bangladais directement au Bureau de la main d'œuvre, de l'emploi et de la formation du gouvernement bangladais.

#### Organisations internationales

- **Mise à disposition d'une assistance immédiate aux rapatriés.** Dans les ports somaliens de Bosasso et de Berbera, le Programme alimentaire mondial (*World Food Programme - WFP*) procède à un enregistrement biométrique des Somaliens et des Yéménites rapatriés du Yémen et leur fournit des cartes de transfert électroniques SCOPE (*System for Cash Operations*, Système d'opérations en espèces), qui ont une valeur en espèces pouvant être retirée dans des boutiques réparties à travers la Somalie. Les données biométriques servent de signature personnelle et valident chaque transaction. Les cartes SCOPE permettront également aux personnes vulnérables d'être inscrites dans les programmes du WFP, y compris les transferts en nature et les interventions en matière de nutrition, une fois que leurs besoins auront été évalués.
- **Mise à disposition d'un soutien au retour et à la réintégration.** Le programme régional d'aide au retour volontaire et à la réintégration pour les migrants en détresse en Égypte et en Libye (RAVEL) dirigé par l'OIM a fourni une aide au retour et à la réintégration à 715 migrants bloqués en Libye et en Égypte et apporté son assistance à 841 migrants originaires du Niger, du Mali et du Ghana. L'OIM Ghana a lancé des projets pour soutenir les rapatriés de Libye, en ayant comme objectifs la création de revenus et l'amélioration de la sensibilisation aux risques de la migration.
- **Réduction de l'impact socioéconomique des retours de migrants.** L'Organisation internationale du Travail (OIT) dirige en Éthiopie un programme de réintégration ciblant les travailleuses domestiques migrantes rapatriées d'Arabie saoudite. L'OIT collabore avec le Ministère du Travail éthiopien afin d'encourager l'autonomisation économique des rapatriés en incluant dans leur programme de réintégration le soutien financier, la formation commerciale et entrepreneuriale, le mentorat, le coaching et le soutien psychologique.
- **Indemnisation des migrants affectés par la crise.** La Commission d'indemnisation des Nations Unies (*UNCC - United Nations Compensation Commission*) a été créée en 1991 sous la forme d'un organe subsidiaire du Conseil de sécurité de l'ONU en ayant pour mandat de traiter les réclamations et de verser les indemnités pour les pertes et dommages subis résultant directement de l'invasion et de l'occupation illégales du Koweït par l'Irak. Parmi les demandes soumises par les personnes ayant dû quitter le Koweït ou l'Irak, des indemnités ont été accordées à 298 668 migrants égyptiens, 101 257 migrants indiens, 80 547 migrants sri-lankais et beaucoup d'autres migrants pour un total de plus

de 3,1 milliards de dollars US indemnisant plus de 850 000 demandes satisfaites.

### *Diasporas et migrants*

- **Contribution au redressement.** Les membres de la diaspora et les migrants fournissent leur main d'œuvre pour soutenir les efforts de redressement et de reconstruction à la suite d'une crise. Ils soutiennent également la reprise économique en finançant des projets de redressement, en augmentant les envois de fonds et en canalisant les informations sur les programmes de reconstruction (par l'intermédiaire des réseaux sociaux et des web-radios de diasporas). Les diasporas libanaise et syrienne ont joué un rôle important dans la restauration du pays après la guerre en 2006. En Côte d'Ivoire, la diaspora libanaise a joué un rôle important après le conflit de 2006 pour améliorer la situation humanitaire et soutenir la politique du gouvernement libanais visant à encourager le développement économique et l'investissement.

## **5.2 Considérations, défis et leçons**

- **Nécessité de créer une définition afin d'identifier qui sont les personnes vulnérables parmi les migrants.** Il n'existe pas de définition précise de ce qu'est une personne vulnérable ; certaines références sont faites dans la Directive sur l'asile de l'UE, mais cela ne constitue pas une définition exhaustive. La Directive sur l'asile fait référence aux mineurs, aux mineurs non accompagnés, aux handicapés, aux personnes âgées, aux femmes enceintes, aux parents accompagnés de mineurs, aux victimes de la traite, aux personnes nécessitant une aide médicale d'urgence, aux victimes de violences, d'abus, de viols, etc. Une personne peut se trouver dans plusieurs catégories et, lors de l'identification des vulnérabilités, il est important de prendre en compte la situation et le contexte particuliers dans lesquels s'est trouvée la personne.
- **Nécessité de s'attaquer au problème de la sécurité.** Lors de la phase post-crise, les personnes ont besoin d'être aiguillées vers un scénario à plus long terme. Il est important d'être en mesure d'identifier et d'aider les migrants, mais il est essentiel de savoir ce qui peut être fait pour distinguer ceux qui ont réellement besoin d'aide de ceux qui appartiennent à des organisations criminelles internationales.
- **La phase post-crise comme moment de s'attaquer aux vulnérabilités des migrants qui n'ont pas été prises en compte lors de l'évacuation.** Dans le chaos d'une réponse d'urgence, il peut arriver que l'opportunité d'identifier les vulnérabilités des migrants ou de reconnaître les victimes de traite ne se présente pas. Une fois que la crise est terminée ou que les migrants ont été évacués et/ou rapatriés vers leur pays d'origine et se trouvent en lieu sûr, c'est peut-être le meilleur moment de s'attaquer à ces questions, notamment en documentant ce qui est arrivé aux victimes de traite et d'abus et en offrant les indemnisations adéquates.
- **Reconnaissance de la contribution des migrants au relèvement lors de la phase post-crise.** Les organisations internationales, les gouvernements des pays d'origine, la société civile et les associations de migrants jouent un rôle important dans l'amélioration de la sensibilisation au rôle positif de la migration lors de la reconstruction post-crise et dans la défense auprès des gouvernements des pays hôtes de la reconnaissance de ce rôle et de la facilitation des contributions des migrants par le biais de politiques inclusives.
- **Besoin de mettre en œuvre des mesures pour lutter contre le travail forcé du côté de la demande.** S'assurer que des travailleurs migrants victimes de la traite ne soient pas



employés par les services publics pour la reconstruction post-crise du pays. Le travail forcé est également très courant et répond à une demande de main d'œuvre bon marché dans certains secteurs et, dans certains cas de crises où les frontières sont sous contrainte, cela crée des opportunités pour les trafiquants qui répondent à la demande de main d'œuvre.

- **Impunité des trafiquants d'êtres humains au niveau national et international.** Absence de poursuites au niveau national et international, bien que les pays aient signé la convention du protocole de Palerme. En cas d'impunité, en situation de crise, les incitations économiques pour les trafiquants en devenir provoquent une augmentation du nombre de personnes se livrant à cette activité criminelle. Les incitations économiques pour les trafiquants semblent augmenter en temps de crise et, par conséquent, non seulement le nombre de personnes augmente, mais cela se traduit également par l'ouverture de nouvelles routes pour les trafiquants et les passeurs, compte tenu de l'insécurité générée par le conflit au Yémen.

## **6. Sujets transversaux**

---

Les principaux éléments horizontaux permettant une préparation, une réponse et des mesures de relèvement efficaces de la part de toutes les parties prenantes et devant être renforcés incluent notamment les suivants :

- **Assurance de l'enregistrement des migrants**, à la fois dans les pays d'origine et de destination, pour les inclure dans les plans d'urgence et pour faciliter la mise à disposition de l'assistance et de la protection en cas de crise.
- **Importance de la coordination** lors de toutes les phases et à tous les niveaux, y compris dans le domaine de la collecte et du partage de données. Les deux principes de base de la gestion intégrée des frontières (la coordination et la coopération) doivent être encore élaborés en incluant davantage les parties prenantes qui jouent un rôle dans la gestion des frontières.
- **La phase pré-crise est la phase la plus importante au vu de l'importance cruciale de la préparation.** Il est essentiel de mettre en place des structures et des procédures d'urgence en temps ordinaire afin d'assurer une assistance et une protection adéquates des migrants en cas de crise.
- **Les migrants et la diaspora peuvent s'avérer pleins de ressources** et capables de plaider pour leur propre cause ; leur contribution au secours et au relèvement doit être soutenue. En outre, les migrants peuvent jouer un rôle essentiel dans la collecte et le partage d'informations liées aux cas d'urgence, et ils devraient être inclus dans la planification d'urgence des gouvernements.
- **Nécessité d'utiliser les nouvelles technologies** et les réseaux sociaux pour entrer en contact avec les migrants, autant en temps ordinaire qu'en temps de crise, afin de faciliter leur processus d'enregistrement et de faciliter la collecte d'informations sur le profil et la localisation des migrants.
- **Garantie de l'identification des ressortissants.** L'absence de documents d'identité constitue un défi important pour fournir l'assistance lors de toutes les phases d'une crise.
- Il faut prendre en considération les besoins particuliers des migrants afin d'assurer

l'efficacité des évacuations. Cela peut inclure des pré-enregistrements par les ambassades et les consulats de leurs citoyens, la coordination à l'avance et le dialogue constant entre les ambassades et les autorités locales sur les scénarios possibles et les moyens de les traiter afin d'éviter des solutions ad hoc chaotiques en temps de crise.

- Au cours d'une crise, **une attention particulière doit être portée aux personnes les plus vulnérables**, en particulier les victimes de traite et de violences domestiques, les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées. Les travailleurs domestiques constituent également un groupe à surveiller particulièrement du fait de leur isolement.

## ***7. Sujets à approfondir – Perspectives et conclusion***

---

Les recommandations, ainsi que les principaux sujets à approfondir, qui pourraient être étudiés lors de futures consultations MICIC ou faire l'objet d'activités de renforcement des compétences, incluent les points suivants :

- Étant donné que le champ d'action de l'Initiative MICIC implique de traiter des catastrophes naturelles et des conflits armés, cette consultation a souligné le défi consistant à atteindre un équilibre entre le besoin d'aider et de protéger les migrants en temps de crise et les inquiétudes liées aux menaces de sécurités croissantes et complexes dans la région.
- Il est nécessaire de considérer plus avant tous les types de migrants dans des situations de crise, notamment les étudiants, les touristes, les victimes de traite ou de violence sexiste et les familles de migrants de nationalités différentes, par exemple.
- **Développer des échanges de connaissances et de meilleures pratiques entre pairs.** Les forums d'échange de connaissances et d'expertise sont essentiels. Les informations qui seront partagées lors des consultations MICIC doivent également être transmises aux autres forums régionaux concernés par ce sujet d'urgence.

### **Principaux besoins de renforcements des compétences :**

- Développement de systèmes de gestion intégrée des frontières sur les questions de santé et de sécurité, ainsi que des mécanismes de référence ;
- Conception et mise en œuvre de programmes pour la planification d'urgence, comprenant notamment la planification de scénarios, des exercices et une cartographie des risques et vulnérabilités, en accordant une attention particulière aux menaces de sécurité changeantes dans la région ;
- Amélioration des mécanismes de collecte de données et maintien de données actualisées sur les migrants ;
- Amélioration de la sensibilisation des services consulaires et importance de l'enregistrement ;
- Sensibilisation aux questions de protection, aux visas humanitaires, à la traite et au trafic illicite de personnes, aux besoins médicaux et psychologiques des migrants ;
- Instauration de liens entre la société civile et les gouvernements, et amélioration des méthodes de prise de contact avec les migrants et la diaspora ;
- Formation sur la sensibilisation aux différences culturelles dans l'aide humanitaire aux migrants ;
- Mise à disposition d'une assistance ciblée pour les migrants vulnérables ; et
- Renforcement de la coopération consulaire régionale.



## **8. Annexes**

---

- ***Agenda***
- ***Final List of Participants***

## Agenda

### Initiative « Migrants en pays en crise » (MICIC) Consultation régionale pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord 14-15 mars 2016 – Malte

#### ORDRE DU JOUR

#### 14 mars 2016

8:30 – 9:00 Inscription

#### Cérémonie d'ouverture

*Présidée par Chantal Lacroix, Gestionnaire de programmes, ICMPD*

9:00 – 9:05 Allocution de bienvenue de l'hôte  
*Hon. Carmelo Abela, Ministre des Affaires intérieures et de la Sécurité Nationale, Malte*

9:05 – 9:10 Allocution de bienvenue au nom de la co-présidence de l'Initiative MICIC  
*Terrence Flynn, Chef de mission adjoint, Ambassade des États-Unis à Malte*

9:10 – 9:15 Allocution de bienvenue de la Commission européenne  
*Sami Zeidan, Chargé de coopération et aide internationale, Direction Générale de la Coopération internationale et du développement, Commission européenne*

9:15 – 9:45 *Pause-café*  
➤ *Photo officielle*  
➤ *Briefing des présidents, modérateurs, présentateurs et rapporteurs*

#### Session plénière : Présentation du contexte

*Présidée par Chantal Lacroix, Gestionnaire de programmes, ICMPD*

9:45 – 10:00 Présentation de l'Initiative MICIC  
*Michele Klein Solomon, Directrice du Secrétariat de l'Initiative MICIC, OIM*

10:00 – 10:15 États des lieux des consultations régionales  
*Chantal Lacroix, Gestionnaire de programmes, ICMPD*

10:15 – 10:25 Exposé sur la terminologie et les concepts  
*Sumbul Rizvi, Chef d'unité Asile et Migration, Division de la protection internationale, HCR*

10:25 – 10:45 Présentation du document de réflexion régional  
*Alessandra Bravi, Chargée de recherche, ICMPD*

10:45 – 11:15 Discussion plénière

## Session d'atelier 1 : Phase pré-crise

*Présidée par Michele Klein Solomon, Directrice du Secrétariat de l'Initiative MICIC, OIM*

11:15 – 11:25    Propos introductif de la Présidente de session

Lors de cette session, les participants seront répartis en trois groupes de travail qui traiteront parallèlement de sous-thèmes spécifiques. Le travail en groupe commencera à la suite de l'intervention en plénière de trois experts qui présenteront les thèmes et lanceront les discussions. Des instructions plus détaillées concernant les groupes de travail, ainsi que les questions d'orientation, peuvent être trouvées ci-dessous.

Thèmes des groupes de travail :

### **GT 1 : Plans d'urgence consulaires lors de la phase pré-crise**

*Intervenante : Anna Catania, Directrice des systèmes d'information, Ministère des Affaires étrangères, Malte*

*Modératrice : Secrétaire Imelda M. Nicolas, Présidente de la Commission des Philippines de l'Etranger*

### **GT 2 : Renforcer les capacités des acteurs locaux en vue d'une meilleure réponse aux besoins des migrants en temps de crise**

*Intervenante : Susanna Zanfrini, Responsable sénior des questions de protection pour la Libye et la Tunisie, Conseil Danois pour les réfugiés*

*Modérateur : Megan Pilli, Chargée de Projet, ICMPD*

### **GT 3 : Le rôle des prestataires de services dans la phase pré-crise, avec un accent mis sur les services financiers**

*Intervenant : Nogay Kanpolat, Directeur régional pour l'Europe du Sud-Est, PAKAF - Pakistan et Afghanistan, Western Union*

*Modérateur : Sami Zeidan, Chargé de coopération et aide internationale, Direction Générale de la coopération internationale et du développement, Commission européenne*

11:25 – 12:10    Présentation des experts (15 minutes chacun)

12:10 – 13:40    Déjeuner

13:40 - 15:00    Discussion en groupes de travail

15:00 – 15:30    Pause-café

## Session plénière : Comptes-rendus des groupes de travail

*Présidée par Michele Klein Solomon, Directrice du Secrétariat de l'initiative MICIC, OIM*

15:30 – 15:50    Présentation des résultats des trois groupes de travail de la session d'atelier 1 (7 minutes chacun)

15:50 – 16:20    Discussion plénière

## Session plénière : Contribution des organisations de la société civile à la consultation régionale MICIC

*Présidée par Chantal Lacroix, Gestionnaire de programmes, ICMPD*

16:20 – 16:35    Présentation de la contribution des organisations de la société civile à la consultation régionale MICIC  
*Linda Al-Kalash, Directrice, Tamkeen Fields for Aid*

16:35 – 17:00    Discussion plénière

17:00 – 17:15    Clôture de la première journée par la Présidente de la session

## 15 mars 2016

8:30 - 9:00 Arrivée pour le 2<sup>nd</sup> jour/inscription

### Session d'atelier 2 : Phase d'urgence

*Présidée par la Secrétaire Imelda M. Nicolas, Présidente de la Commission des Philippins de l'Etranger*

9:00 – 9:10 Propos introductif de la Présidente de session

Lors de cette session, les participants seront répartis en trois groupes de travail qui traiteront parallèlement de sous-thèmes spécifiques. Le travail en groupe démarrera à la suite de l'intervention en plénière de trois experts qui présenteront les thèmes et lanceront les discussions. Des instructions plus détaillées concernant les groupes de travail, ainsi que les questions d'orientation, peuvent être trouvées ci-dessous.

Thèmes des groupes de travail :

**GT 1 : Coopération dans le domaine de la gestion des frontières en temps de crise : cas de la Libye**

*Intervenant : Lotfi Ben Sghaier, Directeur de la police aux frontières, Ministère de l'Intérieur, Tunisie*

*Modératrice : Nisreen Rubaian, Responsable sénior des questions de protection, UNHCR Libye*

**GT 2 : Évacuation des migrants au cours d'une crise : cas du Liban**

*Intervenante : Joumana Tabet, Générale à la retraite de la Direction générale de la Sécurité, Consultante sur les questions de politique et de sécurité, Experte ICMPD, Liban*

*Modératrice : Amelia Marzal, La Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Représentante et point focal MENA pour la migration*

**GT 3 : Assistance aux migrants vulnérables en temps de crise**

*Intervenante : Katrine Camilleri, Directrice, Service Jésuite des Réfugiés, Malte*

*Modérateur : Mark Camilleri, Coordinateur de politique et Relations interinstitutionnelles, Bureau européen d'Appui pour l'Asile (EASO)*

9:10 – 9:55 Présentation des experts (15 minutes chacun)

9:55 – 10:00 Séparation en groupe de travail

10:00 – 11:20 Discussion en groupes de travail

11:20 – 11:50 Pause-café

### Session plénière : Comptes-rendus des groupes de travail

*Présidée par la Secrétaire Imelda M. Nicolas, Présidente de la Commission des Philippins de l'Etranger*

11:50 – 12:10 Présentation des résultats des trois groupes de travail de la session d'atelier 2 (7 minutes chacun)

12:10 – 12:40 Discussion plénière

12:40 – 14:00 Déjeuner

### Session d'atelier 3 : Phase post-crise

*Présidée par Suzanne Sheldon, Directrice, Service pour la Migration internationale, Bureau de la population, des réfugiés et de la migration, Département d'État des États-Unis*

14:00 - 14:10 Propos introductif de la Présidente de session

Lors de cette session, les participants seront répartis en trois groupes de travail qui traiteront parallèlement de sous-thèmes spécifiques. Le travail en groupe démarrera à la suite de l'intervention en plénière de trois experts qui présenteront les thèmes et lanceront les discussions. Des instructions plus détaillées concernant les groupes de travail, ainsi que les questions d'orientation, peuvent être trouvées

ci-dessous.

Thèmes des groupes de travail :

**GT 1 : Remédier aux risques de traite des personnes lors de la phase post-crise : cas de l'Irak et de la Syrie**

*Intervenantes : Claire Healy, Chargée de recherche, ICMPD, présentant l'étude « Évaluation de l'incidence de la guerre en Syrie et de la crise des réfugiés sur la traite des personnes (AIS - TIP) », et Sarah Craggs, Spécialiste thématique régionale des questions d'assistance aux migrants, Bureau régional OIM du Caire, présentant l'étude « Remédier à la traite des personnes et à l'exploitation en temps de crise : éléments probants et recommandations pour des actions futures visant la protection des populations vulnérables et mobiles »*

*Modérateur : Joseph Sammut, Député parlementaire, Membre de la délégation maltaise à l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée*

**GT 2 : Mesures pour réduire l'impact socio-économique des migrants de retour : cas de l'Éthiopie**

*Intervenante : Aida Awel, Conseillère technique principale sur le thème des travailleurs migrants domestiques, Bureau d'Addis-Abeba, Organisation Internationale du Travail*

*Modératrice : Janette Uhlmann, Chargée de programme sénior, Centre pour l'intégration en Méditerranée, Banque Mondiale, Marseille*

**GT 3 : Mesures de soutien à la contribution des migrants à la reprise : cas du Liban**

*Intervenant : Haytham Jomaa, Directeur général pour les émigrés et la diaspora, Ministère des Affaires étrangères et des Libanais d'Outre-Mer, Liban*

*Modératrice : Linda Al-Kalash, Directrice, Tamkeen Fields for Aid*

14:10 – 14:55      Présentation des experts (15 minutes chacun)

14:55 – 15:00      Séparation en groupe de travail

15:00 – 16:20      Discussion en groupes de travail

16:20 – 16:50      Pause-café

**Session plénière : Comptes-rendus des groupes de travail**

*Présidée par Suzanne Sheldon, Directrice, Service pour la Migration internationale, Bureau de la population, des réfugiés et de la migration, Département d'État des États-Unis*

16:50 – 17:10      Présentation des résultats des trois groupes de travail de la session d'atelier 3 (7 minutes chacun)

17:10 – 17:40      Discussion plénière

**Session plénière finale : Conclusions et clôture**

*Présidée par Julien Simon, Coordonnateur régional pour la Méditerranée, ICMPD*

17:40 – 18:00      Synthèse des discussions par Julien Simon, Coordonnateur régional pour la Méditerranée, ICMPD

18:00 – 18:15      Allocutions de clôture

- Au nom de la co-présidence, Secrétaire Imelda M. Nicolas, Présidente de la Commission des Philippins de l'Etranger
- Commission européenne, Sami Zeidan, Chargé de coopération et aide internationale, Direction Générale de la coopération internationale et du développement, Commission européenne
- Au nom de l'hôte, Neville Aquilina, Directeur Général, Enjeux Globaux, Développement International et Affaires Economiques, Ministère des Affaires Etrangères, Malte

## INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES PARTICIPANTS AUX GROUPES DE TRAVAIL

Cette annexe énonce les lignes directrices encadrant les discussions au sein des groupes de travail des trois sessions d'atelier.

***Objectif des groupes de travail :*** L'objectif des groupes de travail est de discuter et analyser les sous-thèmes spécifiques concernant la protection des migrants dans les pays en crise à travers, identifier des priorités d'action, ainsi que des lacunes et besoins en termes de coopération à l'échelle nationale, régionale et internationale. Les participants sont invités à partager les **bonnes pratiques** qui ont cours dans leur pays et/ou dans leur domaine d'expertise. Lorsqu'il n'existe pas encore de bonnes pratiques, ils sont invités à faire des propositions concrètes visant à résoudre un ou plusieurs défis identifiés en réponse aux questions d'orientation.

***Résultats attendus des groupes de travail :*** Il est attendu des participants qu'ils définissent **des points d'action concrets et des recommandations** afin d'apporter des solutions pertinentes aux problèmes soulevés par le sous-thème de leurs groupes de travail respectifs. Les conclusions du groupe de travail alimenteront un ensemble volontaire et non contraignant de lignes directrices, principes et pratiques que l'Initiative MICIC entend produire. Ces lignes directrices définiront les rôles et les responsabilités des États (d'origine, de transit et de destination) et des autres parties prenantes, notamment les employeurs et les recruteurs, les organisations internationales et la société civile, en vue du renforcement de leurs capacités en matière de préparation et d'intervention face aux besoins des migrants qui se retrouvent dans des pays en proie à des crises.

### ***Lignes directrices pour les groupes de travail :***

- Il est prévu trois sessions d'atelier consacrées à chacune des trois phases d'une crise : la phase pré-crise, la phase d'urgence et la phase post-crise. Chacune des sessions d'atelier est structurée en trois groupes de travail parallèles abordant trois sous-thèmes distincts relatifs à la phase traitée.
- Pour chaque session d'atelier, trois exposés d'experts correspondant aux trois sous-thèmes abordés dans les différents groupes de travail parallèles sont présentés en plénière dans le but d'ouvrir les débats. Les intervenants en plénière font office de personnes ressource lors des discussions dans leurs groupes de travail respectifs.
- À la suite des exposés d'experts en plénière, les participants sont répartis en trois groupes de travail constitués de 20 à 30 participants. Les participants sont invités à s'inscrire dans leurs groupes de travail avant le début de la consultation. La constitution des groupes de travail varie d'une session d'atelier à une autre afin d'optimiser les opportunités d'échange entre les participants et d'enrichir le débat.
- Chaque groupe de travail est facilité par un modérateur, assisté d'une personne ressource et d'un rapporteur.
- Les modérateurs des groupes de travail, ainsi que les personnes ressources, assurent la conformité des discussions avec les thèmes et les questions d'orientation identifiées ci-dessous, et mettent l'accent sur la recherche de solutions concrètes. Ils doivent également apporter des réponses aux préoccupations soulevées par les participants et contribuer à la préparation de la présentation des conclusions de leur groupe de travail lors de la session plénière.
- Chaque groupe de travail disposera d'un rapporteur désigné avant la consultation. Les rapporteurs et les modérateurs présentent la synthèse des travaux de leurs groupes de travail lors des sessions plénières.
- Avec l'aide de l'organisateur, les résultats des neuf groupes de travail seront compilés et présentés par l'hôte pendant la session plénière finale.

## Session en atelier 1 : Phase pré-crise

### *Groupe de travail 1 : Plans d'urgence consulaires lors de la phase pré-crise*

---

Les autorités consulaires jouent traditionnellement un rôle essentiel d'assistance et de protection des migrants lorsque ces derniers se retrouvent piégés dans des pays en crise. Leur implication est particulièrement importante pendant la phase pré-crise en termes de planification, de localisation des migrants, de préparation d'accords de coopération avec les autorités du pays hôte et d'autres acteurs pertinents, de partage d'informations (y compris avec les migrants eux-mêmes) et de développement d'une stratégie de communication et d'utilisation des réseaux sociaux. Ce groupe de travail explorera les moyens de renforcer davantage le rôle des autorités consulaires dans les différents domaines d'intervention susmentionnés.

**Questions d'orientation** – *Veuillez partager des exemples de pratiques existantes, d'innovations ou d'idées liés aux questions suivantes, tout en gardant à l'esprit les éventuelles nuances entre les désastres naturels et les conflits :*

- *Quelles sont les pratiques/dispositions existantes que les autorités consulaires peuvent mettre en œuvre pour renforcer la préparation et le contact avec les migrants ? Comment renforcer davantage les plans d'urgence consulaire dans ce sens, y compris à travers l'usage d'outils novateurs ?*
- *Quels sont les obstacles pratiques à l'assistance consulaire aux migrants qui se retrouvent piégés dans des pays en crise ?*
- *Comment la coopération régionale peut-elle être améliorée dans le domaine de la planification de l'intervention consulaire afin de mieux protéger et assister les migrants qui se retrouvent dans des pays en crise ?*
- *Quels sont les principaux besoins en termes de renforcement des capacités dans le domaine de la gestion consulaire des crises ?*

### *Groupe de travail 2 : Renforcer les capacités des acteurs locaux en vue d'une meilleure réponse aux besoins des migrants en temps de crise*

---

Les acteurs locaux, notamment les organisations de la société civile, travaillent en étroite collaboration avec les migrants au niveau communautaire pendant la phase pré-crise en leur fournissant des informations et des conseils. Ils sont également activement impliqués pendant la phase d'urgence à travers l'assistance humanitaire et pendant la phase post-crise à travers leur contribution à la réintégration des migrants. Leur rôle est essentiel et complète les efforts des autorités nationales et des organisations internationales. Par conséquent, le renforcement de leurs capacités est crucial afin d'améliorer leur travail et leur efficacité et de les outiller pour une meilleure assistance des migrants en temps de crise. Ce groupe de travail abordera les efforts nécessaires au renforcement des capacités des acteurs locaux et explorera les voies et moyens pour améliorer la coopération entre les organisations internationales et les gouvernements dans ce sens.

**Questions d'orientation** – *Veuillez partager des exemples de pratiques existantes, d'innovations ou d'idées liés aux questions suivantes, tout en gardant à l'esprit les éventuelles nuances entre les désastres naturels et les conflits :*

- *Avez-vous connaissance de programmes de renforcement des capacités axés sur une meilleure prise en charge des migrants en temps de crise au niveau local ?*
- *Quelles sont les composantes clés de ces programmes ? Quels en sont les inconvénients ?*
- *Quelles mesures concrètes peuvent être prises en vue d'améliorer la qualité et l'accès des acteurs locaux à des activités de renforcement des capacités ?*



### *Groupe de travail 3 : Le rôle des prestataires de services dans la phase pré-crise, avec un accent mis sur les services financiers*

---

L'une des principales difficultés rencontrées par les migrants et les membres de leurs familles lorsqu'une crise survient réside dans l'accès à leurs épargnes et aux services de transfert de fonds. Cette vulnérabilité financière peut être atténuée à la phase pré-crise moyennant un ensemble de stratégies visant à accroître l'accès des migrants aux produits et services financiers et à renforcer leurs connaissances financières. Les prestataires de services financiers peuvent jouer un rôle important dans ce domaine à travers la promotion de produits d'épargne novateurs permettant aux migrants d'accéder à leurs épargnes en temps de crise ou en concevant des services financiers en ligne visant à faciliter le transfert de fonds et à fournir des services de formation financiers et des manuels destinés à l'amélioration des connaissances financières. Ce groupe de travail traitera du rôle des prestataires de services financiers dans la mise en place de services et d'instruments permettant aux migrants d'accéder à leurs épargnes et aux services de transfert de fonds en temps de crise.

**Questions d'orientation** – *Veillez partager des exemples de pratiques existantes, d'innovations ou d'idées liés aux questions suivantes, tout en gardant à l'esprit les éventuelles nuances entre les désastres naturels et les conflits :*

- *Quels services financiers sont actuellement disponibles aux migrants et/ou aux bénéficiaires de transferts de fonds et quelle analyse faites-vous de leur fonctionnement en temps de crise ?*
- *Dans quelle mesure les accords de partenariat entre les prestataires de services financiers, les banques et les opérateurs de téléphonie mobile peuvent-ils contribuer à renforcer l'accès des migrants aux services financiers ?*
- *Quelles sont les difficultés rencontrées par les migrants et les bénéficiaires de transferts de fonds en ce qui concerne l'accès aux services financiers et comment peut-on les résoudre ?*
- *Quels sont les besoins essentiels en termes de coopération dans ce domaine ?*

## **Session d'atelier 2 : Phase d'urgence**

### *Groupe de travail 1 : Coopération dans le domaine de la gestion des frontières en temps de crise : cas de la Libye*

---

Les agences de gestion des frontières jouent un rôle essentiel en cas d'afflux de migrants qui fuient un pays en crise. Des mécanismes d'intervention spécifiques - à l'instar des mesures facilitant le passage aux frontières, le profilage, ou une assistance et une intervention mobiles rapides - sont des exemples d'outils ou de pratiques de gestion frontalière qui permettent d'assister et de protéger les migrants en périodes de crise. La coopération entre les autorités frontalières et avec les acteurs du secteur humanitaire dans ce domaine s'avère importante et peut impliquer un échange d'informations et des opérations conjointes institutionnalisés. Ce groupe de travail fera le point sur les pratiques actuelles et explorera les possibilités d'amélioration de la coopération dans ce domaine.

**Questions d'orientation** – *Veillez partager des exemples de pratiques existantes, d'innovations ou d'idées liés aux questions suivantes, tout en gardant à l'esprit les éventuelles nuances qui pourraient exister entre les désastres naturels et les conflits :*

- *Pouvez-vous citer des exemples de bonnes pratiques de coopération en matière de gestion des frontières en temps de crise ?*
- *Dans quelle mesure les accords bilatéraux ou les protocoles d'entente signés avec d'autres pays d'une part, et d'autre part les initiatives régionales existantes peuvent-ils renforcer la coopération dans le domaine de la gestion des frontières en temps de crise ?*

- *Quels sont les besoins essentiels en termes de renforcement des capacités dans ce domaine ?*

### **Groupe de travail 2 : Évacuation des migrants au cours d'une crise : cas du Liban**

---

Pendant la phase d'urgence, la priorité des priorités consiste à sauver des vies. Mettre les migrants à l'abri du danger au moyen de l'évacuation constitue un élément essentiel de l'intervention. Toutefois, l'évacuation des migrants est entravée par des difficultés telles que l'obtention des autorisations de vol et l'orientation des migrants dispersés à travers le pays en crise vers les points d'évacuation. Pour ces raisons, des mesures spécifiques doivent être prises à l'instar de la mise sur pied d'équipes de secours formées, la définition de critères de priorité et la sécurisation des points d'évacuation. Ce groupe de travail explorera des exemples concrets et fera des recommandations visant à améliorer l'efficacité des opérations d'évacuation de migrants. Un accent particulier sera mis sur le rôle des pays de destination.

**Questions d'orientation** – *Veuillez partager des exemples de pratiques existantes, d'innovations ou d'idées liés aux questions suivantes, tout en gardant à l'esprit les éventuelles nuances entre les désastres naturels et les conflits :*

- *Quelles ont été les principales difficultés rencontrées par le passé lors de l'évacuation des migrants dans des pays en crise ?*
- *Comment peut-on améliorer la coordination régionale et internationale dans ce domaine ?*
- *Quelles pratiques peuvent être reproduites et/ou améliorées en vue de renforcer l'efficacité de ces opérations d'évacuation ? Veuillez tenir compte du rôle spécifique des pays de destination.*
- *Quels sont les besoins essentiels en termes de renforcement des capacités dans ce domaine ?*

### **Groupe de travail 3 : Assistance aux migrants vulnérables en temps de crise**

---

En temps de crise, les enfants de migrants non accompagnés et séparés de leurs parents, les femmes, les migrants en situation irrégulière, les migrants apatrides et les migrants handicapés sont plus vulnérables que les autres migrants et ont de ce fait besoin d'une assistance spéciale et sur mesure. L'assistance de ces groupes de personnes vulnérables pose d'importants problèmes allant de leur localisation à la satisfaction de leurs besoins spécifiques et leur protection contre les abus, étant donné qu'elles sont plus exposées aux risques de traite de personnes et à d'autres formes de criminalité et de discrimination. Ce groupe de travail a pour double objectif d'examiner les besoins spécifiques des migrants vulnérables qui se retrouvent dans des pays en crise et d'identifier des mesures visant à répondre à ces besoins.

**Questions d'orientation** – *Veuillez partager des exemples de pratiques existantes, d'innovations ou d'idées liés aux questions suivantes, tout en gardant à l'esprit les éventuelles nuances entre les désastres naturels et les conflits :*

- *Avez-vous connaissance de bonnes pratiques en matière d'identification des migrants vulnérables et de prise en charge de leurs besoins en temps de crise ?*
- *Quels ont-été les obstacles à la fourniture d'assistance aux migrants vulnérables notés par la passé ?*
- *Comment améliorer la prise en compte des migrants vulnérables dans les interventions d'urgence ? Quelles mesures spécifiques doivent être prises à cet égard ?*

## Session d'atelier 3 : Phase post-crise

### *Groupe de travail 1 : Remédier aux risques de traite des personnes lors de la phase post-crise : cas de l'Irak et de la Syrie*

---

Pendant les situations de crise et immédiatement après, des efforts doivent être déployés pour lutter contre la traite des personnes. Ce type de criminalité est susceptible de s'accroître en raison du niveau élevé de vulnérabilité des migrants dans ces contextes. Ce groupe de travail abordera les possibilités de renforcement des interventions visant la traite des personnes pendant des situations de crise, en mettant l'accent sur la phase post-crise.

**Questions d'orientation** – Veuillez partager des exemples de pratiques existantes, d'innovations ou d'idées liés aux questions suivantes, tout en gardant à l'esprit les éventuelles nuances entre les désastres naturels et les conflits :

- *Quels devraient être les éléments clés des opérations de lutte contre la traite des personnes dans un contexte post-crise afin d'assurer une protection complète des migrants ?*
- *Comment renforcer la coopération régionale et internationale dans ce domaine, notamment entre les acteurs humanitaires et ceux du secteur du développement ainsi qu'entre les acteurs humanitaires et ceux impliqués dans la lutte contre la traite des personnes ?*
- *Quels sont les besoins essentiels en termes de renforcement des capacités dans ce domaine ?*

### *Groupe de travail 2 : Mesures pour réduire l'impact socio-économique des migrants de retour - cas de l'Éthiopie*

---

Le retour massif soudain des migrants après une crise peut avoir un impact socio-économique considérable sur le développement des pays d'origine, de transit ou de destination, en fonction de la situation du pays. Ces retours peuvent avoir des conséquences graves sur des ressources déjà rares et sur le marché de l'emploi devenu saturé et poser des problèmes quant à l'accès aux services de base, ce qui pourrait causer des déplacements prolongés ou répétés. Ce groupe de travail aura pour objectif d'identifier des mesures prospectives ainsi que des mécanismes de coopération pouvant réduire l'impact négatif de ces facteurs sur le développement.

**Questions d'orientation** – Veuillez partager des exemples de pratiques existantes, d'innovations ou d'idées liés aux questions suivantes, tout en gardant à l'esprit les éventuelles nuances entre les désastres naturels et les conflits :

- *Quelles ont été, par le passé, les conséquences socio-économiques à court, moyen et long termes du retour massif des migrants ?*
- *Quelles mesures ont été mises en œuvre à la suite de crises passées pour gérer les implications socio-économiques d'un départ massif soudain de migrants ou d'un retour massif de vos propres compatriotes ?*
- *Comment peut-on renforcer la coopération régionale et internationale dans le but d'atténuer les conséquences socio-économiques négatives sur le développement causées par un retour de migrants ?*

L'apport des migrants à la reprise, généralement tributaire des conditions qui prévalent dans le pays de destination, est souvent minimisé dans les plans nationaux/régionaux. Les travailleurs migrants restés dans le pays pendant la crise ou revenus donner un coup de main après le pire peuvent jouer un rôle significatif dans les efforts de reconstruction. Ils peuvent constituer une grande partie de la main d'œuvre nécessaire pour la reprise dans les régions à forte concentration de migrants. Ce groupe de travail devra aborder le potentiel de l'implication des migrants dans les processus de reprise et de réhabilitation et aura pour objectif de mettre en évidence les moyens visant à mieux concevoir et appuyer le rôle constructif de cette implication.

**Questions d'orientation** – *Veillez partager des exemples de pratiques existantes, d'innovations ou d'idées liés aux questions suivantes, tout en gardant à l'esprit les éventuelles nuances entre les désastres naturels et les conflits :*

- *Dans quels domaines les contributions des migrants ont-elles été plus significatives pour la reprise par le passé ?*
- *Par quels moyens peut-on appuyer la contribution des migrants à la reprise dans la phase post-crise aussi bien sur le plan national que régional ? Quelles mesures peuvent être adoptées par le pays de destination dans ce contexte ? Examinez les approches suivantes :*
  - *Mesures de protection et de restauration de la confiance*
  - *Migration et cadre des politiques de développement (notamment les mesures visant à reconnaître les migrants comme des partenaires au développement et la politique d'intégration)*
  - *Mesures visant à renforcer les capacités des organisations de migrants*

## ***Final List of Participants***

### ***List of Participants***

#### **Migrants in Countries in Crisis (MICIC) Initiative Middle East and North Africa Regional Consultation**

14-15 March 2016 – Malta

### ***Liste des participants***

#### **Initiative Migrants en pays en crise (MICIC) Consultation régionale pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord**

14-15 Mars 2016 – Malte

### ***لائحة المشاركين***

مبادرة المهاجرين في بلدان الأزمات  
الاستشارة الإقليمية لمنطقة الشرق الأوسط وشمال أفريقيا  
14-15 آذار/مارس 2016 - مالطا

NO	COUNTRY	NAME	INSTITUTION	DESIGNATION
1.	<b>ALGERIA</b>	Youcef SI SALEM	Direction Générale de la Sûreté Nationale	Sous-Directeur des Frontières Terrestres
2.	<b>ALGERIA</b>	Mohamed ZERGOT	Ministère des Affaires Etrangères	Sous-Directeur des Migrations
3.	<b>EGYPT</b>	H.E. Magda BARAKA	Embassy of Egypt in Malta	Ambassador
4.	<b>EGYPT</b>	Ahmed FARGHALY	Ministry of Foreign Affairs	Counsellor
5.	<b>EGYPT</b>	Dareen SAKR	Ministry of Foreign Affairs	Diplomatic Attaché
6.	<b>ISRAEL</b>	Amit MEKEL	Israeli Mission in Brussels	Internal European Affairs and Migration
7.	<b>JORDAN</b>	Omar AL NEMERAT	Ministry of Interior	Deputy Director of Nationality and Foreign Affairs
8.	<b>JORDAN</b>	Hassan AL SMADI	Directorate of General Security	Head of Service
9.	<b>JORDAN</b>	Jehad MATAR	Director of Syrian Affairs Directorate	Syrian Affairs Directorate
10.	<b>LEBANON</b>	Talal DAHER	Mission of Lebanon to the EU	First Secretary

11.	<b>PALESTINE</b>	Adnan QUBBAJA	Department of Refugees Affairs	Head of Administrative, Financial and Projects Sector
12.	<b>PALESTINE</b>	Saqer SULAIMAN	Ministry of Interior	Deputy General of Residency Foreigners and Expatriate Affairs
13.	<b>SAUDI ARABIA</b>	Saad Fayeza AL SHAHRANI	Human Rights Commission	Case Researcher
14.	<b>SAUDI ARABIA</b>	Saad ALQARNI	Ministry of Interior	Legal Researcher
15.	<b>TUNISIA</b>	Mohamed Faycel BEN MUSTAPHA	Ministère des Affaires Etrangères	Directeur Général des Affaires Consulaires
16.	<b>TUNISIA</b>	Imen ZAHOUANI HOUIMEL	Ministère des Affaires Sociales	Directrice Générale de la Coopération Internationale
17.	<b>TUNISIA</b>	Lotfi BEN SGHAIER	Ministère de l'Intérieur	Directeur de la police aux frontières
18.	<b>TUNISIA</b>	Oussama FARHANI	Ministère de l'Intérieur	Chef de secteur Maritime
19.	<b>YEMEN</b>	Shaher Mohammed Saif ABDULLA	Ambassade du Yémen à Bruxelles	Ambassadeur Chargé d'Affaires
20.	<b>YEMEN</b>	Hanan AL-WAREETH	Ambassade du Yémen à Bruxelles	Consul
NO	COUNTRY	NAME	INSTITUTION	DESIGNATION
1.	<b>MALTA</b>	Hon. Carmelo ABELA	Ministry for Home Affairs and National Security	Minister
2.	<b>MALTA</b>	H.E. Fiona FORMOSA	Ministry for Foreign Affairs	Permanent Secretary
3.	<b>MALTA</b>	Kevin MAHONEY	Ministry for Home Affairs and National Security	Permanent Secretary
4.	<b>MALTA</b>	H.E. Helga MIZZI	Ministry for Foreign Affairs	Director General Ambassador for Migration

5.	<b>MALTA</b>	Neville AQUILINA	Ministry for Foreign Affairs	Director General Global Issues International Development and European Affairs
6.	<b>MALTA</b>	Chantal SCIBERRAS	Ministry for Foreign Affairs	Director, Global Issues
7.	<b>MALTA</b>	Josette ZERAFA	Ministry for Home Affairs and National Security	Director Operations
8.	<b>MALTA</b>	Anna CATANIA	Ministry for Foreign Affairs	Chief Information Officer
9.	<b>MALTA</b>	Joseph ST JOHN	Ministry for Home Affairs and National Security	Senior Official
10.	<b>MALTA</b>	David CASSAR	Ministry for Foreign Affairs	First Secretary
11.	<b>MALTA</b>	Nadia MIFSUD	Ministry for Home Affairs and National Security	Legal Officer
12.	<b>MALTA</b>	John TESTA	Ministry for Home Affairs and National Security	Principal Officer
13.	<b>MALTA</b>	Ivan MALLIA	Department of Customs	Customs and Excise Officer
<b>NO</b>	<b>INSTITUTION</b>	<b>SURNAME</b>	<b>FIRST NAME</b>	<b>DESIGNATION</b>
1.	<b>EUROPEAN COMMISSION</b>	ZEIDAN	Sami	International Aid/ Cooperation Officer, DG Development and Cooperation
2.	<b>ICMPD</b>	LACROIX	Chantal	Programme Manager
3.	<b>ICMPD</b>	SIMON	Julien	Regional Coordinator for the Mediterranean
4.	<b>ICMPD</b>	GIORDANI	Marcello	Project Manager - Euromed Migration IV
5.	<b>ICMPD</b>	HEALY	Claire	Research Officer
6.	<b>ICMPD</b>	HENDOW	Maegan	Research Officer
7.	<b>ICMPD</b>	BRAVI	Alessandr a	Research Officer
8.	<b>ICMPD</b>	PILLI	Megan	Project Officer
9.	<b>ICMPD</b>	MOUHCINE	Badr	Junior Project Officer
10.	<b>ICMPD</b>	MARKOVSKY	Kathrin	Programme Assistant
11.	<b>GEORGETOWN UNIVERSITY</b>	BENTON	Grace	Research Associate



12.	<b>IOM</b>	CASSAR	Martine	Officer-in-Charge, IOM Malta
13.	<b>IOM</b>	CRAGGS	Sarah	Migrant Assistance Regional Thematic Specialist, Regional Office Cairo
14.	<b>IOM</b>	SALVATORE	Martina	Regional emergency response Officer, Regional Office Cairo
15.	<b>MICIC SECRETARIAT</b>	KLEIN SOLOMON	Michele	Director
16.	<b>MICIC SECRETARIAT</b>	WORTMEYER	Lisa	Project Officer
17.	<b>THE PHILIPPINES</b>	NICOLAS	Imelda	Cabinet-rank Secretary Chairperson, Commission on Filipinos Overseas
18.	<b>THE PHILIPPINES</b>	DELFIN	Oliver	Third Secretary and Vice Council, Embassy of the Philippines, Brussels
19.	<b>U.N. SPECIAL REPRESENTATIVE FOR INTERNATIONAL MIGRATION AND DEVELOPMENT</b>	DELARGY	Pamela	Special Advisor
20.	<b>UNHCR</b>	RIZVI	Sumbul	Head of Unit (Asylum & Migration) Policy & Law Division of International Protection
21.	<b>UNHCR</b>	RUBAIAN	Nisreen	Senior Protection Officer Libya Office
22.	<b>UNITED STATES OF AMERICA</b>	FLYNN	Terrence	Deputy Chief of Mission US Embassy in Valletta
23.	<b>UNITED STATES OF AMERICA</b>	SHELDON	Suzanne	Director Office of International Migration Bureau for Population, Refugees and Migration U.S. Department of State
24.	<b>UNITED STATES OF AMERICA</b>	VANDERVOORT	Adam	Political and Economic Chief US Embassy in Valletta
25.	<b>UNITED STATES OF AMERICA</b>	AVELLINO	Roberta	Senior Political/Economic Specialist US Embassy in Valletta
26.	<b>UNITED STATES OF AMERICA</b>	FLETCHER	James	Field Office Director USCIS Athens Field Office

NO	INSTITUTION	SURNAME	FIRST NAME	DESIGNATION
1.	EUROPEAN ASYLUM SUPPORT OFFICE	CAMILLERI	Mark	Policy and Interinstitutional Relations Coordinator
2.	PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE MEDITERRANEAN	SCHATZER	Peter	Ambassador - Permanent Representative of PAM to the UN and Other International Institutions in Vienna
3.	PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE MEDITERRANEAN	FENECH	Tonio	MP. Member of the Maltese Delegation to PAM
4.	PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE MEDITERRANEAN	SCHEMBRI	Silvio	MP. Member of the Maltese Delegation to PAM
5.	PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE MEDITERRANEAN	SAMMUT	Joseph	MP. Member of the Maltese Delegation to PAM
6.	PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE MEDITERRANEAN	KHACHI	Fatima	Project Officer
7.	ISLAMIC COMMITTEE OF INTERNATIONAL CRESCENT	ELASBALI	Mohamed	Executive Director
8.	INTERNATIONAL LABOUR ORGANISATION	AWEL	Aida	Chief Technical Adviser
9.	ORGANIZATION FOR SECURITY AND CO-OPERATION IN EUROPE	VOISIN	Michel	Député – Représentant spécial pour la Méditerranée
10.	ORGANIZATION FOR SECURITY AND CO-OPERATION IN EUROPE	BLAUWBLOMME	Anne-Cécile	Secrétaire de la délégation française

11.	<b>WORLD BANK</b>	UHLMANN	Janette	Senior Program Officer - Center for Mediterranean Integration, Marseille Office
NO	INSTITUTION	SURNAME	FIRST NAME	DESIGNATION
1.	<b>CARITAS LEBANON MIGRANT CENTER</b>	MOUSSA	Fady	Lawyer- Refugees Program
2.	<b>DANISH REFUGEE COUNCIL</b>	ZANFRINI	Susanna	Senior Protection Manager – DRC Libya/Tunisia
3.	<b>GLOBAL COALITION ON MIGRATION</b>	RAJAH	Colin	International Coordinator
4.	<b>INTERNATIONAL FEDERATION OF RED CROSS AND RED CRESCENT SOCIETIES</b>	MARZAL	Amelia	IFRC Representative and MENA focal point for Migration
5.	<b>INSTITUTE FOR STRATEGIC STUDIES AND DEMOCRACY</b>	DE SILVA	Purnaka	Director
6.	<b>INSTITUTE FOR STRATEGIC STUDIES AND DEMOCRACY</b>	HWAS	Mohamed	Director
7.	<b>INSTITUTE FOR STRATEGIC STUDIES AND DEMOCRACY</b>	KREMA	Sadegh	Senior Advisor and Member of Board
8.	<b>JESUIT REFUGEE SERVICE MALTA</b>	CAMILLERI	Katrine	Director
9.	<b>TAMKEEN FIELDS FOR AID</b>	AL-KALASH	Linda	General Manager
10.	<b>WESTERN UNION</b>	KANPOLAT	Nogay	Regional Director Southeast Europe, PAKAF (Pakistan & Afghanistan)
NO	INSTITUTION	SURNAME	FIRST NAME	DESIGNATION
1.	<b>UNIVERSITY OF OXFORD - INTERNATIONAL MIGRATION INSTITUTE</b>	NEAJAI PAILEY	Robtel	Senior Research Officer
2.	<b>EXPERT</b>	TABET	Joumana	Retired General Directorate General for the Security General - ICMPD Expert